

UN ENTRETIEN AVEC LE PRINCE MOULAY HICHAM***Maroc : “Sur le fond, rien n’a changé”**

Pour le cousin du roi Mohammed VI, les dernières élections ne marqueront pas la fin des appels en faveur d'une réforme en profondeur du régime.



Le prince Moulay Hicham

Le Nouvel Observateur : Les élections qui viennent de se dérouler hissent le parti islamiste de la Justice et du Développement (PJD) au rang de première formation du pays. Inaugurent-elles une nouvelle ère démocratique ?

Moulay Hicham : Ces élections ouvrent un nouveau cycle de la politique marocaine. Elles couronnent un processus inauguré par le discours royal du 9 mars 2011, qui répondait à la pression populaire. Car, contrairement à ce qu'on a pu dire, il n'y a pas d'exception marocaine : le peuple marocain aspire à la démocratie. Et le régime politique marocain est un régime autoritaire confronté, comme tant d'autres dans la région, au « printemps arabe ».

Certes, la nouvelle constitution octroie quelques pouvoirs limités au gouvernement. Le chef de celui-ci est, contrairement au passé, issu du parti arrivé en tête aux élections, c'est-à-dire aujourd'hui le PJD.

Cependant, sur le fond, rien n'a changé. L'essentiel des pouvoirs reste entre les mains du roi. La constitution, dont l'élaboration a été soigneusement encadrée par le Palais, a été plébiscitée avec un score (98 %) qu'affectionnent les autocraties. Et il est apparu assez vite que l'objectif était moins de procéder à une réforme de fond du système que de désamorcer la menace que le « printemps arabe » faisait peser sur la monarchie.

Manipulation du découpage des circonscriptions, refus d'établir une commission électorale indépendante : les élections ont été organisées pour que rien ne change...

Mais les contestations du Mouvement du 20 février, né l'an dernier dans le sillage des révolutions arabes, ainsi que les forces d'opposition, n'ont pas désarmé. Et il est clairement apparu au régime que ce simulacre de démocratie ne suffirait pas à apaiser le mécontentement.

Vous pensez donc que le succès du PJD a été organisé pour « contenir » les revendications démocratiques des opposants ?

Les résultats des élections traduisent la peur du changement du régime. On savait que



**Une militante
du « Mouvement
du 20 février »,
à Rabat,
le 27 novembre**

le taux de participation allait constituer l'enjeu véritable qui irait crédibiliser l'ensemble du processus lancé par la monarchie depuis le mois de mars. Cela explique-t-il l'annonce précipitée d'un taux de participation à 45 %? En tout cas, les observateurs [y compris ceux de l'Union Européenne] ont bien noté l'absence des listes électorales d'une partie importante de la population en âge de voter. Un autre fait troublant est que le taux de participation est passé de 21% à 45% en quelques heures. Si l'on prend en compte toutes les formes d'influence exercées par l'administration, en particulier dans le monde rural, et le battage des médias proches du pouvoir, il paraît clair que le taux de participation réel devrait en réalité se situer au-dessous des 40%. Plus révélateurs encore, les 20% de bulletins nuls indiquent le désintérêt clair de la population. Ce pourcentage ainsi que le faible taux de participation constituent un désaveu pour des élections qui voulaient fondatrices. Nous sommes donc très loin des chiffres de l'élection tunisienne. Une fois de plus, la cuisine électorale politique semble avoir bien

fonctionné : un succès du PJD, contrebalancé par la présence des partis « libéraux » autoritaires.

Le Parti de la justice et du Développement sera donc contrôlé par le palais...

Non, car si le PJD est loyaliste, il est aussi ambitieux. Il tire sa popularité de son appel à la moralisation de la vie publique et du fait qu'il se trouve non compromis jusqu'à présent par la gestion des affaires publiques. Cette popularité découle également de son opposition farouche au Parti Authenticité et Modernité, créé par le Palais. Ce parti avait concentré privilèges, passe-droits et corruption, et il était détesté par les Marocains. De ce point de vue, le PJD était au diapason de l'opinion publique, et son succès électoral constitue un vote de sanction à l'encontre de la monarchie et de ses partis.

Ainsi se dessine le nouveau paysage politique dominé par trois acteurs principaux : la monarchie, le PJD et le « Mouvement du 20 février ».

Comment va évoluer la situation politique marocaine ?

Le régime va sans doute connaître un répit de courte durée, bénéficiant des difficultés du mouvement de contestation du 20 février à se transformer en mouvement de masse. Mais la société marocaine ne tolérera pas longtemps l'immobilisme politique. Le mouvement est appelé à reprendre, et à imposer les réformes indispensables. Il faut empêcher ces cénacles opaques qui gravitent autour du Palais de nuire, ces bureaucraties administratives, sécuritaires, religieuses, ces réseaux économiques, partis et syndicats aux ordres, ces intellectuels et artistes inféodés, bref ce qu'on appelle au Maroc le *Makhzen*, qui n'aspire qu'à l'immobilisme et au partage de la rente.

*Propos recueillis par
SARA DANIEL*

(*) Chercheur à l'université de Stanford en Californie.